



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°439 du 7 au 13 septembre 2023

TOMBOUCTOU
LA VIE SOUS BLOCUS

SALIF KEÏTA
LA PANTHÈRE NOIRE N'EST PLUS



FAMA-CMA

L'INÉVITABLE CONFRONTATION ?

La MINUSMA qui poursuit son processus de retrait va recéder ses bases dans l'extrême nord du pays aux FAMA. Mais ces emprises sont situées dans des zones sous contrôle de la CMA. Ce qui fait craindre une reprise des affrontements.

GRATUIT

Ne peut être vendu

TOUTES LES CHAINES CANAL+ OFFERTES **PENDANT 15 JOURS** POUR TOUT REABONNEMENT A LA MEME FORMULE



SAISON 2023/2024

REABONNEZ-VOUS
A LA MEME FORMULE
-15 JOURS OFFERTS*
A TOUT CANAL+



*Offre valable du 25 août au 30 septembre pour tout réabonnement à la même formule. Bénéficiez des chaînes TOUT CANAL+ offertes pendant 15 jours. Voir conditions de l'offre auprès de votre Distributeur agréé ou le 36 555.

ÉDITO

Kronos, ce temps qui avale tout

Dans la mythologie grecque, Kronos est ce Titan qui, prévenu par une prophétie qu'un jour un de ses enfants le détrônerait, les dévore tour à tour à leur naissance. L'un d'eux, Zeus, échappa au même sort que ses frères et sœurs et accomplit par la suite cette prophétie. La révolution qui dévore ses enfants est l'une des formules les plus usitées pour décrire la situation d'Adama Diarra. Celui qui est surnommé Ben le Cerveau, leader du mouvement Yerewolo Debout sur les remparts, réputé proche de certaines autorités militaires de la Transition, et membre du CNT n'est finalement plus qu'un « justiciable » comme les autres. Il a été placé sous mandat de dépôt le 5 septembre pour « atteinte au crédit de l'État ». Quelques jours plus tôt, dans une sortie médiatique, il avait exigé le respect du délai de la Transition, arguant que les Maliens ne pourraient plus supporter les effets de nouvelles sanctions de la CEDEAO en cas de prolongation. Il avait aussi dénoncé des arrestations extrajudiciaires. La promptitude avec laquelle la justice s'est emparée de cette affaire peut laisser songeur, alors que fin 2021 la CODEM et le PARENA, deux formations politiques, avaient porté plainte contre lui pour des accusations sans fondements. Il avait par la suite demandé pardon à ces deux partis. Le cas Adama Ben Diarra rappelle celui d'Issa Kaou Ndjim, ancien membre du CNT et grand soutien du Colonel Assimi Goïta. « On ne mord pas la main qui vous donne à manger », a-t-on coutume de dire. Cette main, une fois mordue, se retire, et avant que les traces de morsure ne disparaissent les dents qui en sont responsables peuvent être cassées. C'est un message qui est ainsi envoyé. Nul n'est à l'abri. Surtout ceux qui veulent circuler hors des clous de la Transition.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

15,56 milliards

C'est la subvention accordée par l'État à des écoles privées ayant des arrêts présumés faux, selon l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite. Le rapport de l'OCLEI couvre la période 2014-2021.

ILS ONT DIT...

• « Sur une quinzaine de membres de la CEDEAO, ce sont seulement quatre qui appellent à cette intervention militaire. Mais nous sommes déterminés à nous défendre si jamais il y a une attaque et on ne parle pas au hasard ». **Ali Mahamane Lamine Zeine, Premier ministre de transition du Niger**, le 4 septembre 2023.

• « Partout où la MINUSMA doit recéder ses postes, les FAMA seront là. Nous y serons par n'importe quel moyen. C'est le territoire malien, nous avons ce pouvoir régalien, nous avons ce droit de mettre pied partout au Mali ». **Colonel Souleymane Dembélé, Directeur de la DIRPA**, le 5 septembre 2023.

Donnez votre avis
sur **Journal du Mali**

RENDEZ-VOUS

8 septembre 2023 :

Mali – Soudan du Sud – Stade du 26 mars – Bamako

8 septembre 2023 :

Journée internationale de l'Alphabétisation

10 septembre 2023 :

Finale de la Coupe du monde de basket masculin

12 septembre 2023 :

Côte d'Ivoire – Mali – Stade Alasane Ouattara – Abidjan

UN JOUR, UNE DATE

9 septembre 2001 : Assassinat du Commandant de l'Alliance du Nord Ahmed Chah Massoud en Afghanistan.



Cinq jours après avoir renversé Ali Bongo Ondimba, le **général Brice Oligui Nguema** a été investi le 4 septembre président de la transition du Gabon. Il s'est engagé à organiser des élections libres et transparentes mais sans avancer d'échéance.



Le leader du mouvement Yerewolo et membre du CNT **Adama Diarra, dit Ben le Cerveau**, a été placé sous mandat de dépôt par le Parquet de la Commune VI le 5 septembre pour atteinte au crédit de l'État.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Décédé le 2 septembre dernier à l'âge de 76 ans, l'ex-footballeur **Salif Keita** a été inhumé le 5 septembre 2023.

ACCORD POUR LA PAIX : L'INÉVITABLE CONFRONTATION ENTRE LES PARTIES ?

Alors que le processus du retrait de la Minusma doit s'achever le 31 décembre 2023, la mission onusienne a entamé le 1er septembre 2023 la deuxième phase de rétrocession de ses emprises à l'État malien. Cette phase, qui verra la rétrocession des camps d'Aguelhok, de Tessalit et de Kidal à l'armée malienne, des zones sous contrôle de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), fait craindre une reprise des affrontements armés entre les deux parties.

MOHAMED KENOUI

Si la rétrocession du camp de Ber, dans la région de Tombouctou, avait déjà occasionné mi-août un regain de tensions entre l'armée malienne et les groupes armés terroristes, d'une part, et la CMA, de l'autre, celles en vue dans le bastion des ex-rebelles des camps d'Aguelhok et de Tessalit, du 15 au 30 septembre 2023, et de Kidal deux mois après, le 15 novembre, risque de marquer définitivement la reprise des affrontements entre les Forces armées maliennes (FAMA) et la CMA, depuis la signature du cessez-le-feu du 23 mai 2014. C'est du moins ce que laissent présager les différentes prises de position des deux camps depuis un certain temps.

Escalade Assurant le 12 août dernier qu'elle poursuivrait pleinement la défense de ses positions, consacrées par le cessez-le-feu du 23 mai 2014 et par les arrangements sécuritaires, lors des heurts qui ont émaillé la reprise en main du camp de Ber par les FAMA, la CMA a dénoncé dans un communiqué, le 28 août 2023, le largage de deux bombes par des avions FAMA sur le village d'Anefis, pour « terroriser les habitants et sur une position de la CMA, sans faire de victimes ». « Après maintes analyses, et au vu de ce qui précède, la CMA considère que la junte de Bamako a définitivement et délibérément opté pour une escalade vers des hostilités ouvertes aux conséquences obligatoirement désastreuses », indique le communi-

qué, signé du Porte-parole Ibrahim Ag Eouegh. Dans la foulée, l'armée malienne a de son côté annoncé avoir mené le même jour dans la localité une frappe aérienne contre un « groupe de terroristes armés, neutralisant plusieurs terroristes et quatre camions ». À l'occasion de la réunion du Conseil de sécurité, à la même date, sur le rapport d'étape du Secrétaire général des Nations Unies sur le retrait de la Minusma, Issa Konfourou, Représentant permanent de la République du Mali auprès des Nations Unies à New York, a déclaré que si les Forces armées maliennes étaient attaquées ou empêchées d'accomplir leurs missions elles

La poursuite de la rétrocession des camps de la Minusma à l'armée malienne dans les régions du nord sera inévitablement jalonnée de tensions entre Bamako et la CMA, parce que la Minusma ne peut rétrocéder ses camps qu'à l'armée malienne, ce que conteste la CMA.

se verraient dans l'obligation de réagir vigoureusement. « La détermination du Mali à faire occuper par l'Armée malienne tous les camps qui seront libérés par la Minusma ne constitue pas un acte de belligérance ou de rupture du processus de paix. Au contraire, cela s'inscrit dans le processus régulier de rétrocession des emprises de la Mission et dans le respect du cadre juridique en vigueur, notamment l'Accord pour la paix et la réconciliation, ainsi que toutes les résolutions du Conseil de sécurité qui reconnaissent la souveraineté, l'unité et l'inté-



La tension est à son paroxysme entre les autorités de la transition et la CMA, groupe armé signataire de l'Accord pour la paix.



grité territoriale du Mali », a clamé l'ambassadeur. La CMA soutient le contraire. Pour les ex-rebelles, en tenant « coûte que coûte à occuper les emprises de la Minusma, y compris celles situées dans les zones sous contrôle de la CMA », Bamako « viole tous les arrangements sécuritaires garantis jusqu'ici par la mission onusienne et la

d'acteurs armés comme la CMA », relève-t-il, précisant qu'il n'y a pas eu d'arrangements sécuritaires sur la rétrocession des emprises de la Minusma dans le cadre de son retrait et que les arrangements que la CMA évoque sont ceux de 2014, qui avaient convenu que chaque camp devait rester sur ses positions.

REPÈRES

28 août 2023 :

Dans un communiqué, la CMA accuse l'armée malienne d'avoir largué deux bombes sur le village d'Anefis et sur une de ses positions. Le même jour, le ministre de la réconciliation a invité les mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali à « revenir à la table des négociations ».

15 au 30 Septembre 2023 :

Rétrocession des camps de la Minusma aux Fama à Aguelhok et Tessalit

15 novembre 2023 :

Rétrocession du camp de Kidal

paix et la réconciliation au Mali à « revenir à la table des négociations dans le processus de paix, en vue de surmonter les défis actuels par la voie du dialogue ». Un « non événement » du côté de la CMA, où la main tendue du gouvernement semble être rejetée. « Un communiqué laconique d'appel au dialogue de la part de l'adversaire, publié concomitamment à des frappes aériennes sur ses positions, ne saurait être qu'une pièce d'un jeu préétabli. Celui qui consiste

déjà à refuser d'assumer que l'on te vise en déclarant exclusivement cibler des terroristes. La recette est bien facile mais indigeste », a fustigé le 29 août Attaye Ag Mohamed, l'un des porte-voix de la CMA. « Nous avions tellement gardé les mains tendues pour le dialogue qu'elles souffrent encore de crampes », a-t-il ironisé. Pour la poursuite de la rétrocession des camps de la Minusma à l'État malien, notamment dans le fief de la CMA à Kidal, Dr. Mady Ibrahim Kanté, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako, envisage pour sa part trois scénarios. Le premier serait celui, comme dans le cas de Ber, où l'armée malienne récupérerait les camps après des accrochages avec la CMA sans une véritable guerre. Le deuxième serait un affrontement entre les deux parties, les camps de la Minusma revenant à la partie qui prendrait le dessus. Mais, avec un tel scénario, la partie perdante continuerait à harceler l'autre, avec le risque d'une aggravation par la suite de la situation, souligne-t-il. Le troisième scénario, selon

l'universitaire, serait celui de « discussions sous la table », qui seraient par ailleurs déjà en cours. À l'en croire, même si le gouvernement ne fait pas d'annonces, des discussions discrètes sont menées pour aller vers une solution négociée. Discussions qui, si elles aboutissaient, permettraient une entente entre l'armée malienne et la CMA pour éviter la « guerre ». « Je pense que ce dernier scénario est le plus probable, parce que la guerre n'arrange pas la CMA aujourd'hui. Elle n'a pas la même position de force qu'en 2012, où elle était plus forte que l'armée malienne. Aujourd'hui, c'est le contraire, l'armée malienne a pris le dessus. Par ailleurs, la CMA n'a plus le soutien des populations locales dans certaines régions du Nord, comme en 2012 où elle était soutenue par ces dernières pour mener les combats contre l'État malien », avance Dr Mady Ibrahim Kanté.

Accord compromis Soumis à plusieurs difficultés dans son application depuis sa signature en 2015, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger n'a jamais autant frôlé la rupture que ces derniers mois. Selon les analystes, une éventuelle reprise des combats entre la CMA et les Forces armées maliennes sonnerait le glas définitif de cet Accord, déjà bloqué depuis des mois dans sa mise en œuvre suite au retrait des groupes armés signataires réunis au sein du CSP-PSD de tous les mécanismes de son suivi depuis décembre 2022.

« Sauf illusion, il est difficile de croire qu'on puisse revenir à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Je pense que ce qui pourrait être fait aujourd'hui, ce sont de nouvelles discussions ou de nouveaux arrangements pour permettre de rétablir la stabilité dans le Nord du Mali », préconise Baba Dakono. ■

3 QUESTIONS À



BOUBACAR BOCUM

Analyste politique Centre d'études stratégiques Sénégal

1 Faut-il craindre de nouvelles confrontations entre l'armée malienne et la CMA lors des rétrocessions en vue à Aguelhok, Tessalit et Kidal des camps de la Minusma ?

Je pense que non. Il faut juste que la CMA comprenne que c'est l'État qui s'installe de façon régulière dans les zones qui lui appartiennent. Il y a donc lieu que la CMA soit cantonnée et qu'on entre dans une vraie phase de négociations pour qu'elle puisse obtenir des réponses adéquates à ses revendications.

2 Comment éviter une éventuelle reprise des affrontements entre les deux parties ?

Pour moi, il n'y aura pas d'affrontements. La CMA avait des appuis extérieurs. Aujourd'hui, ces appuis n'existent plus. Il s'agit pour elle de réintégrer le giron de la République.

Quel regard portez-vous sur l'avenir de l'Accord ?

L'Accord est déjà arrivé à terme. Je pense qu'aujourd'hui il est plus ou moins mis en place parce que les réformes politiques et administratives qui devaient être faites le sont déjà. Après, il faut juste une distribution des ressources avec une clé de répartition qui va déclencher la planification pour le développement des différentes régions du Mali. Il ne s'agit pas que de la zone soi-disant de l'Azawad, mais de la République du Mali, qui doit se développer dans son entièreté.

3 que les réformes politiques et administratives qui devaient être faites le sont déjà.

AUTORITÉS DE TRANSITION – CMA : DIALOGUE DE SOURDS

Entre les autorités de Bamako et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), les relations se sont graduellement dégradées au fil de la Transition.

MOHAMED KENOUI



Le CSA qui permet aux différents acteurs d'échanger sur le processus de paix ne s'est plus tenu depuis octobre 2022.

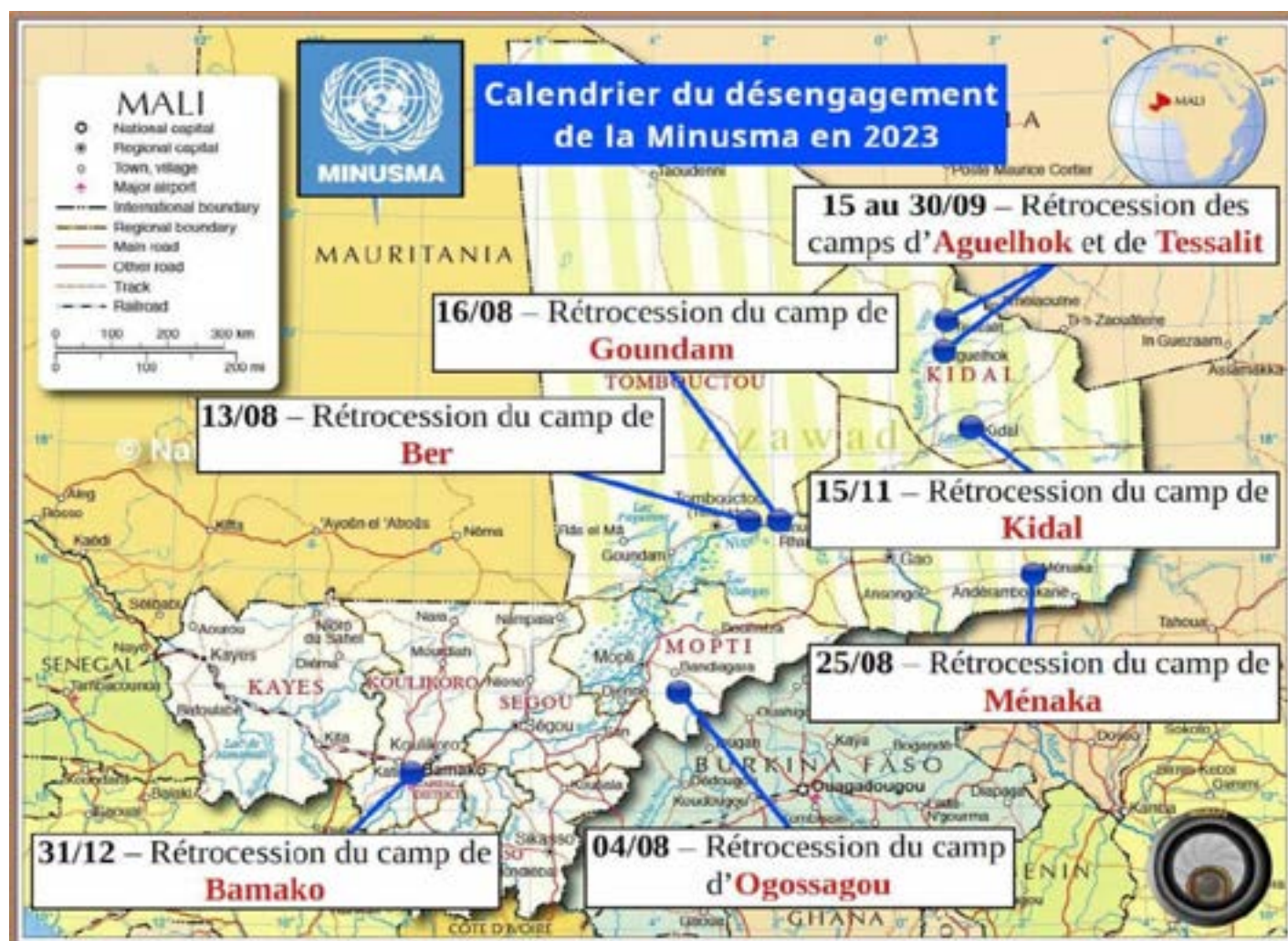
Avant de se dégrader, les relations entre les ex-rebelles et les autorités transitoires n'étaient pas aussi tendues qu'elles le sont aujourd'hui. En octobre 2020, à la suite de la formation du premier gouvernement, dirigé alors par le Premier ministre Moctar Ouane, et pour laquelle elle avait été d'ailleurs consultée, la CMA exprimait son soutien aux nouvelles autorités. Le premier couac interviendra

en décembre 2020. Mécontente du quota qui lui a été attribué au Conseil national de Transition (CNT), la CMA décide de surseoir à sa participation à de l'organe législatif. Par la suite, lors de la « rectification » de la Transition en mai 2021, après le renversement de Bah N'daw, elle fait le choix de ne pas accompagner la Transition du Président Assimi Goïta, demandant un consensus, notamment autour

des dispositions de mise en œuvre de l'Accord pour la paix. En décembre 2022, la CMA suspend sa participation aux mécanismes de mise en œuvre de l'Accord, après avoir demandé en vain la tenue d'une réunion en terrain neutre pour discuter de sa viabilité. Elle pointe du doigt « l'absence persistante de volonté politique des autorités de transition d'appliquer l'Accord » et « l'inertie de celles-ci face aux défis sécuritaires ayant occasionné des centaines de morts ». Le 28 janvier 2023, la CMA annonce ne pas prendre part à la commission chargée de la finalisation du projet de nouvelle Constitution, tout en se démarquant des déclarations « unilatérales » du ministre Abdoulaye Diop à la tribune des Nations unies, la veille, parlant « d'élans freinés dans la mise en œuvre de l'Accord par les mouvements signataires ».

Dans la foulée, le 24 février 2023, dans une lettre confidentielle des autorités de transition adressée au chef de l'équipe de la Médiation internationale, le gouvernement revient à la charge et accuse la CMA de représenter un « frein à la paix ». Pour les représentants de la Coordination des ex-rebelles, cette sortie est une « menace à peine dissimulée ». 3 jours après la tenue du scrutin référendaire du 18 juin, la CMA et d'autres mouvements armés, réunis au sein du Cadre stratégique permanent (CSP-PSD) rejettent le nouveau texte constitutionnel, dénonçant des « irrégularités qui ont entaché tout le processus de cette Constitution, qui n'est ni inclusive ni consensuelle ».

Début août dernier, les représentants de la CMA à Bamako quittent la capitale, la direction de la Coordination estimant qu'ils n'y étaient plus en sécurité et que les raisons de leur présence étaient « entièrement compromises ». ■



L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

DIAGO

EAU MINÉRALE NATURELLE

1L, 1,5L, 10L

SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ

SEMM

INSÉCURITÉ GRANDISSANTE À TOMBOUCTOU

Voilà bientôt un mois que l'insécurité croît dans la 6ème région administrative du Mali. Des attaques à répétition et un blocus visant les populations font vivre à Tombouctou des heures difficiles.

ALY ASMANE ASCOFARÉ

S'il fallait un énième incident sécuritaire sur les voies menant à Tombouctou pour prendre au sérieux la volonté des terroristes d'isoler la ville, il a eu lieu. Dans la nuit du 1er au 2 septembre dernier, le Fihroun Ag Alinsar, l'un des bateaux express de transport de passagers de la Compagnie malienne de navigation fluviale (COMANAF), a été victime d'une attaque dans le cercle de Youwarou alors qu'il venait de Mopti pour rejoindre la ville de Kabara, près de Tombouctou. L'attaque, perpétrée à l'arme lourde, a causé la mort d'un enfant de 12 ans et fait plusieurs blessés et des dégâts matériels. La Cité des 333 Saints est depuis quelques semaines soumise à une pression de la part des Groupes armés terroristes (GAT), notamment le JNIM, qui, selon des sources locales, imposent un blocus à la ville depuis trois semaines. « Tombouctou est bien sous blocus depuis mi-août. Les denrées de première nécessité n'entrent plus depuis maintenant deux semaines », assure Mohamed Ag Alher Dida, journaliste-blogueur local.



Une rue de la région de Tombouctou qui subi depuis plusieurs semaines la pression des terroristes.

sant par Bambara Maoudé ou Soumpi, qui ravitaillent la ville sont bloqués en pleine brousse ou même incendiés. Le 27 août dernier, l'un d'eux a été calciné en plein jour par des hommes armés à quelques dizaines de kilomètres du quartier d'Albaradjou. Depuis, ils sont nombreux à stationner dans les rues de Tombouctou, comme en at-

vivons dans la ville, savons quelle réalité nous vivons. Les GAT trompent souvent la vigilance des gens. Pendant une à deux semaines ils ne font rien, mais après ils reprennent leurs attaques », explique une source locale, selon laquelle la situation s'est fortement dégradée suite à l'entrée récente des FAMA à Ber. Face à la situation « dangereuse », les ressortissants de la région se mobilisent. Outre les dénonciations sur les réseaux sociaux, des rencontres « pour trouver une solution » sont en cours sur place et également à Bamako.

Le lundi 9 septembre 2023, l'Association des ressortissants pour le développement du cercle de Tombouctou (ARDCT) et l'ensemble des Présidents des associations de ressortissants des cercles de Diré, Goundam, Niafunké et Gourma-Rharous, avec plusieurs leaders communautaires, ont rencontré le Premier Ministre, Choguel Kokalla Maïga autour de la situation de Tombouctou. Les organisations locales réclament, entre autres, « la pleine implication des structures et des acteurs

EN BREF

CODEM : RENTRÉE POLITIQUE DE LA JEUNESSE ET DES FEMMES DU PARTI CE SAMEDI



Les mouvements des jeunes et des femmes de la Convergence pour le développement du Mali (Codem) effectuent leur rentrée politique ce samedi 9 septembre 2023 au Centre international de Conférence de Bamako (CICB). Placée sous le thème « Relever les défis de souveraineté au Mali », cette rentrée politique va réunir l'ensemble des jeunes et des femmes du parti, en provenance de toutes les sections de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Elle vise à renforcer la cohésion de la jeunesse et des femmes du parti avant les échéances électorales devant mettre fin à la transition. Les forces vives du parti de l'ancien ministre de l'environnement Housseini Amion Guido, entendent également exprimer par la même occasion leur soutien et totale adhésion à sa future candidature à la prochaine présidentielle. Pour rappel, cette rentrée politique était initialement prévue le 29 juillet dernier avant d'être repoussée au 2 septembre puis finalement au 9 septembre 2023. ■

M.K

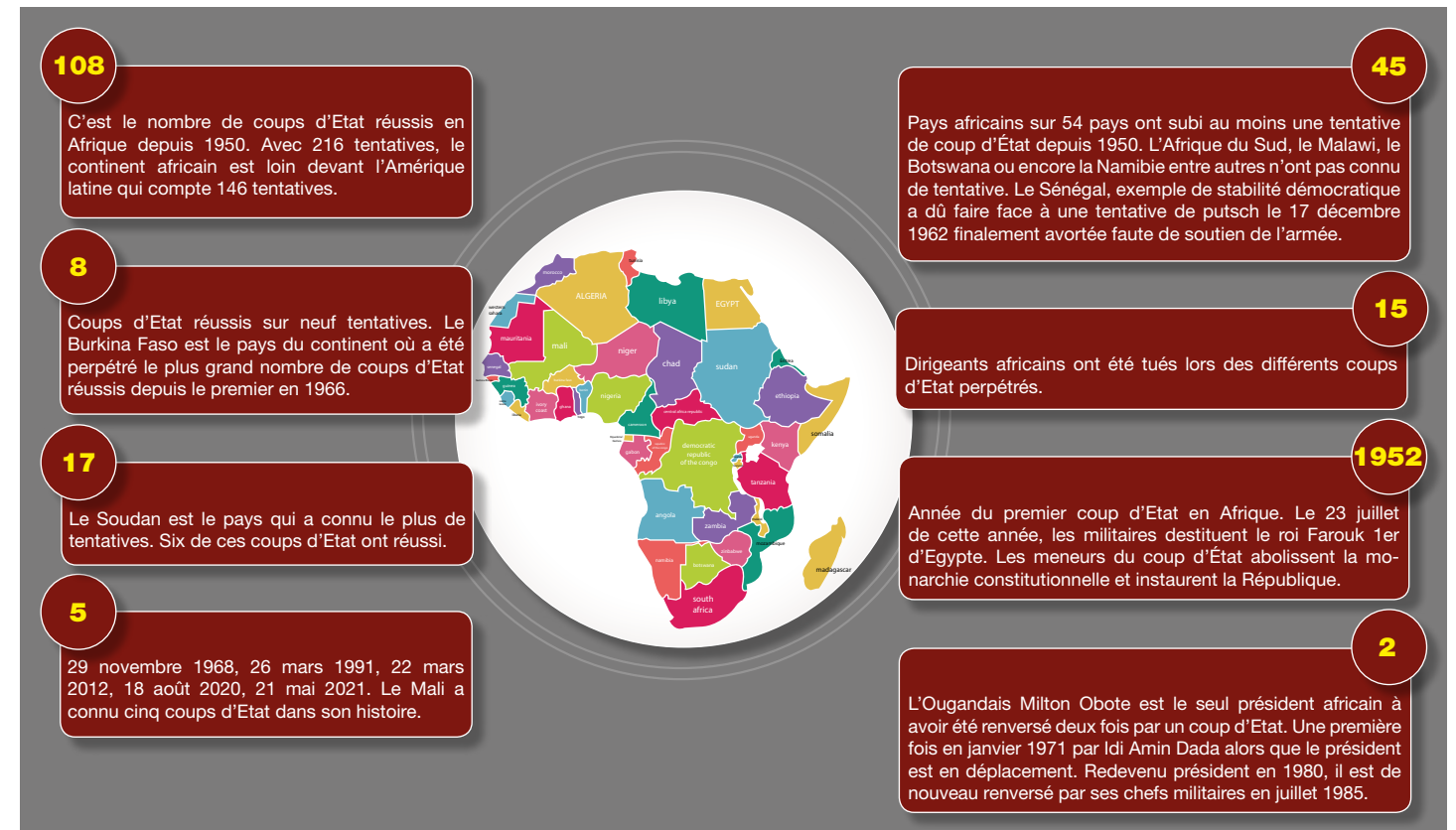
Certains disent qu'il n'y a pas de blocus sur Tombouctou, mais nous, qui vivons dans la ville, savons quelle réalité nous vivons.

« Ça a commencé d'abord par des menaces, à travers des messages vocaux, qui n'ont pas été prises au sérieux au début. Mais nous qui avons vécu la crise ici savons que les terroristes mettent généralement leurs menaces à exécution. Aujourd'hui, Tombouctou est prise en étau, de telle sorte que la ville ne se ravitaillait plus via les zones frontalières vers l'Algérie et la Mauritanie. Les voies sont carrément bloquées », ajoute-t-il. Les camions en provenance des pays frontaliers, mais aussi des voies routières pas-

testent des images authentifiées qui ont largement circulé sur les réseaux sociaux le 2 septembre dernier. Sous blocus, la Ville mystérieuse est également prise pour cible. Le JNIM a revendiqué le 30 août dernier des tirs d'obus visant la zone aéroportuaire de la localité. Quelques jours après, le samedi 2 septembre, c'est le cœur de Tombouctou qui a subi les affres du terrorisme. Des obus lancés en pleine ville par les GAT ont fait un mort. « Certains disent qu'il n'y a pas de blocus sur Tombouctou, mais nous, qui

COUPS D'ETAT EN AFRIQUE CE QU'IL FAUT SAVOIR

Les coups d'Etat au Niger et au Gabon sont les derniers d'une longue liste sur le continent africain. Sur la base des travaux des chercheurs américains Jonathan Powell (University of Central Florida) et Clayton Thyne (University of Kentucky) et des compilations de la rédaction, voici les chiffres à retenir des coups d'Etat en Afrique.



NOUVEAU CODE MINIER : COMMENT AUGMENTER LES PROFITS DU MALI ?

Le Mali a adopté un nouveau Code minier le 8 août 2023. Comportant plusieurs innovations, le texte vise à augmenter les recettes perçues par l'État à travers une réforme fiscale et financière. Mais pour profiter davantage des apports du secteur minier, un suivi est nécessaire.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le Mali a adopté un nouveau Code minier le 8 août 2023. Comportant plusieurs innovations, le texte vise à augmenter les recettes perçues par l'État à travers une réforme fiscale et financière. Mais pour profiter davantage des apports du secteur minier, un suivi est nécessaire.



Avec le nouveau code minier, le Mali espère augmenter ses profits.

pour garantir au moins à 80 ou 90% la quantité. Afin que les effets de ce changement de Code soient bénéfiques pour l'État, le degré d'implication de celui-ci dans les différentes étapes doit également être revu. Mesures d'accompagnement.

Production d'or 2022 : 72,2 tonnes

Orpaillage : 6 tonnes

Contribution au Budget national : 25%

Concernant particulièrement les projets de développement, une forte implication des autorités doit être privilégiée afin que les priorités des localités concernées soient prises en compte. Ces mesures, en adéquation avec l'augmentation de la participation, pour-

raient avoir un impact positif. L'autre enjeu majeur dans le secteur concerne l'épuisement vers lequel tendent les anciens sites. L'existence de nouveaux sites constitue une nouvelle étape. Le défi est aussi la phase actuelle de négociations pour faire appliquer le nouveau Code. Une période de discussions cruciale, où d'autres ouvertures pourraient être accordées, parce que les contrats miniers bénéficient d'une protection, même contre les changements institutionnels. Mais, en réalité, « le cadre réglementaire est bien conçu », ajoute Dr Tamboura. Reste à savoir si l'augmentation pourra éviter des détournements au détriment de l'État. Autant d'aspects à gérer pour que l'industrie minière rapporte environ 500 milliards de francs CFA au budget annuel et contribue à hauteur de 15 ou 20% au PIB national, selon les espoirs des autorités. ■

Goulamina Leo Lithium arrête l'exportation du minerai brut

La compagnie australienne Leo Lithium, qui détient avec la société chinoise Gafeng le projet de Goulamina, a annoncé ce 4 septembre avoir suspendu l'exportation du minerai à expédition directe (DSO) à la demande du gouvernement malien, dans une correspondance adressée à la société le 17 juillet dernier. Cette décision ne remet pas en cause le plan de dévelop-

pement du projet. L'exploitation se poursuit conformément au plan existant et le minerai produit sera stocké en attendant la première production de spodumène concentré, prévue au cours du deuxième trimestre 2024, ce qui est conforme aux délais, explique la société dans son communiqué. La compagnie a aussi annoncé la reprise de la cotation de

ses actions à la bourse ASX le 4 septembre, après une suspension qui a duré environ un mois. Le gouvernement dispose d'une participation gratuite de 10% dans les intérêts de la société, qui pourrait passer à 20% conformément au Code minier en vigueur au moment de l'octroi du permis. Même si les raisons officielles de cette décision du gouvernement ne sont pas connues,

EN BREF

ZLECAF : LA CEDEAO APPROUVE SA STRATÉGIE D'ACCÉLÉRATION

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté une Stratégie d'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF) dans la région. La stratégie, approuvée par le Conseil des ministres les 6 et 7 juillet 2023 à Bissau, fait suite à son adoption par le Conseil des ministres du Commerce de la sous-région à Abidjan, en avril 2023. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de « L'accélération de la Zone de libre-échange continentale », qui est entrée en vigueur en janvier 2021, avec le début des échanges dans un marché unique africain de 54 pays, dont 13 de la CEDEAO. La stratégie, qui veut consolider les acquis de l'intégration sous-régionale, souhaite impliquer davantage les entreprises et les habitants, afin qu'ils bénéficient davantage des profits du marché unique. Ce dernier vise à éliminer les barrières des entreprises privées à échanger les biens et services et à accroître la valeur ajoutée. Enfin, il vise potentiellement à sortir de l'extrême pauvreté 30 millions de personnes et à booster d'environ 450 milliards de dollars le revenu en Afrique. En février 2023, 24 pays africains, une Communauté économique régionale (CRE), avaient validé leurs stratégies. ■

F.M

INCLUSION FINANCIÈRE DANS LA ZONE UEMOA

Ces infographies sur l'inclusion financière dans la zone UEMOA et les taux d'intérêts appliqués par les banques sont issues de l'émission Entreprendre dont le thème est « Comment le secteur financier soutient-il la société et l'économie ? ». Elle sera diffusée sur TM1 le mardi 12 septembre 2023.



afribone

CONNEXION INTERNET ILLIMITÉE

OFFRE entreprise

DÉBIT SUR MESURE

NOTRE DATA CENTER, DES SOLUTIONS SÉCURISÉES

100% QUALITÉ

20 28 00 00

f i t l y d

À NIAFUNKÉ AVEC LES « MERCENAIRES » DES RIZIÈRES

En cette période de travaux champêtres, malgré l'insécurité, des centaines de personnes affluent dans la localité, située à 250 km au sud-ouest de Tombouctou, pour travailler dans les exploitations de riz, la principale ressource économique de la ville.

ALY ASMANE ASCOFARÉ



En cette période, plusieurs personnes se pressent dans la localité pour l'exploitation des rizières.

Le soleil se lève à peine et Lassine est déjà à la tâche. Courbé sur son tracteur agricole, les vêtements couverts de boue, il laboure un champ de riz comme il le fait à plein temps depuis le début du mois d'août 2023. Dès l'aube, il vient travailler sur le périmètre irrigué de Niafunké, qu'on appelle ici « le périmètre de Goubo », en référence au village situé non loin de là. Avec des amis, tous venus du cercle de Niono, ils s'attellent à aménager cinq à dix hectares de champs par jour. L'histoire de cet agriculteur de 30 ans rappelle celle du protagoniste du célèbre poème « Je suis venu chercher du travail » de l'écrivain camerounais Francis Bebey. Il a laissé femme et enfants au village pour se faire embaucher dans les rizières de Goubo. Ni l'insécurité résiduelle dans la zone, ni la température singulièrement élevée dans le Septentrion malien n'ont dissuadé le cultivateur coriace de s'aventurer dans les terres aménagées de la ville du célèbre musicien Aly Farka Touré, confesse-t-il. Comme lui, de nombreux saisonniers investissent la localité nordiste durant la saison des cultures pour labourer les terres et repiquer les plants de riz. Haut comme trois pommes, Idrissa Dicko, 13 ans, fait partie du lot. Sous

un soleil de plomb, pieds nus enfoncés dans le sol boueux, il repique à une vitesse spectaculaire les jeunes pousses dans le sol. En fait, il se déme pour suivre la cadence de ses cousines, Balkissa et Fadimata, qui progressent sur sa droite. Idrissa et les adolescentes, qui ont le même âge que lui, font partie d'un groupe de travailleurs, majoritairement des mineurs, venus de Dagodji, un village martyr situé sur la rive droite de Niafunké, où les djihadistes font la loi. « Malgré leur jeune âge, ce sont des gamins endurants, qui travaillent vite et bien », atteste Amidou Yattara, propriétaire d'une exploitation de riz dans le périmètre de Goubo.

Malgré leur jeune âge, ce sont des gamins endurants, qui travaillent vite et bien.

Grenier Avec plus de 370 hectares de sols arables, le périmètre rizicole de Goubo est le grenier de Niafunké. Chaque famille de la ville y cultive au minimum un demi-hectare de terre. Les travaux d'aménagement ont été financés entre 2002 et 2004 par le Fonds international de développement agricole (FIDA), à travers son Projet de développement de la Zone lacustre (PDZL). Celui-ci avait contribué à limiter l'exode rural en offrant du travail et

des revenus aux jeunes de la zone. Ces dernières années, la rareté des pluies a réduit le rendement des récoltes et découragé les jeunes locaux, qui délaissent de plus en plus l'agriculture. « De plus, travailler 8 heures par jour au champ pour un salaire de 1 500 francs CFA, c'est à la fois trop dur et trop peu pour les adolescents de la ville, qui sont habitués à présent à gagner plus dans des activités moins pénibles », explique Abdoulaye Maïga, membre du bureau chargé de la gestion du périmètre. Pour trouver la main-d'œuvre dont ils ont besoin, les agriculteurs se rabattent donc sur des travailleurs étrangers, familièrement dénommés « mercenaires ». Ce vendredi 25 août 2023, cinq de ces « mercenaires » prennent d'assaut la pépinière d'Ibrahim Yattara pour y récupérer les plants de riz destinés à être replantés dans le champ du cultivateur. Mouneïssa, Fatty et Haleymatou viennent de Horo (petite bourgade du cercle de Goundam), les deux autres, Ami et sa nièce Fadeye, arrivent du village de N'Gourouné, à 6 km de Niafunké ville. Elles sont toutes issues de la communauté des Tamasheqs noirs appelés Belahs.

Fatty traîne l'histoire la plus tragique. Veuve à 24 ans, elle a été chassée par sa belle-famille pour avoir refusé de se remarier avec le frère aîné de son défunt mari. Depuis, elle multiplie les petits travaux « de localité en localité, pour subvenir aux besoins » de sa vieille maman et de ses deux enfants, confie-t-elle, les yeux rivés sur sa petite fille, allongée en bordure du champ. ■

EN BREF

LUTTE CONTRE LE SIDA : LE MALI ENREGISTRE DES PROGRÈS

La lutte contre le VIH Sida gagne du terrain au Mali, même si les efforts à fournir restent importants pour éradiquer le mal d'ici 2030, selon les objectifs de l'organisation mondiale de lutte contre le fléau. Dans son rapport, actualisé en 2023, ONUSIDA indique que la prévalence du VIH était de 0,9% en 2020. Un taux relativement bas par rapport à d'autres pays de la sous-région ouest-africaine, mais qui cache des disparités. L'épidémie est concentrée dans certaines couches et montre une féminisation, avec environ 59 000 femmes de plus de 15 ans vivant avec le VIH contre 37 000 hommes de la même tranche d'âge. En 2021, 106 000 personnes vivaient avec le Sida au Mali, selon ONUSIDA. Environ 59% d'entre elles avaient été testées et connaissaient leur statut sérologique. 53% des personnes vivant avec la maladie suivaient un traitement antirétroviral. Ce qui correspond à 89% des personnes connaissant leur statut sérologique placées sous traitement. 77% des personnes placées sous traitement antirétroviral avaient une charge virale indétectable. Le nombre de cas entre 2002 et 2021 a baissé de moitié et le nombre de décès liés à la maladie a baissé de 52%. Des chiffres encourageants, mais qui n'occultent pas les défis importants à relever pour atteindre les objectifs 95 - 95 - 95 de dépistage et de traitement du VIH Sida. Ils sont liés aux « défis persistants et aux pressions sur le système de santé », selon ONUSIDA. Selon le Fonds mondial, les efforts seront accentués pour assurer le maintien des personnes sous traitement, faciliter l'accès aux tests de charge virale et la faire diminuer chez toutes les personnes sous traitement. ■ **F.M**

ÉLECTIONS EN CÔTE D'IVOIRE : LE RHDP CONFORTE SA MAJORITÉ

En obtenant 26 sièges sur 31 aux élections des Conseils régionaux et 123 communes sur 201, le parti d'Alassane Ouattara, au pouvoir depuis 2011, étend sa présence face au PPACI de Laurent Gbagbo, grand perdant des scrutins.

OUAKALTIO OUATTARA



Les résultats proclamés par la commission électorale placent le RHDP largement en tête.

Les élections locales couplées régionales et municipales du 2 septembre 2023 montrent une nette domination du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Avec 26 sièges sur 31 aux Conseil régionaux, contre 4 pour l'opposition, composée du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et du Parti des peuples africains de Côte d'Ivoire (PPACI), et 1 siège pour un indépendant, le RHDP s'impose également aux municipales avec 123 communes sur

201, contre 34 à la coalition de l'opposition (PDCI-PPACI). 41 communes ont été rafalées par des candidats indépendants.

Une « raclée » pour le PPACI Si l'opposition sort grande perdante de ces scrutins, c'est surtout le parti de Laurent Gbagbo, le PPACI, qui a le plus broyé du noir. En dehors des sièges obtenus en coalition avec le PDCI, le PPACI ne compte que 2 élus aux municipales sur 201 postes en jeu et aucun élu en tête d'un Conseil régional. Toutes

les grandes figures de ce parti ont perdu dans leurs zones respectives et le PPACI, qui n'a remporté aucune des 10 communes d'Abidjan a perdu dans son bastion de Yopougon au profit du RHDP. Des résultats qui font planer un doute sur l'avenir du dernier-né des partis politiques ivoiriens. Dans un contexte où le RHDP sort grand vainqueur à deux ans de la prochaine présidentielle, avec un PDCI qui a perdu son leader Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et ses partisans, qui avaient misé sur un discours identitaire, devront revoir leur copie s'ils comptent jouer un rôle important à l'avenir.

Le PDCI se maintient Le plus ancien parti ivoirien, le PDCI, qui conserve ses bastions dans la ville d'Abidjan (Cocody, Plateau, Marcory et Port Bouët), a tout de même cédé des postes importants au RHDP au centre du pays, son bastion traditionnel. Ce parti, qui entame une nouvelle ère après la mort d'Henri Konan Bédié, est à un carrefour entre renforcer ses liens avec ses bases, les élargir à l'avenir, peaufiner son alliance avec le PPACI ou encore retourner avec le RHDP. Depuis la perte de pouvoir en 1999, il résiste tant bien que mal mais perd au fil du temps de grandes figures et de grands bastions. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

RUSSIE ET LA CORÉE DU NORD : VERS UN RAPPROCHEMENT RENFORCÉ

La Russie a refusé mardi de confirmer l'information de Washington sur la tenue d'un sommet prochain entre le Président russe Vladimir Poutine et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un pour discuter de ventes d'armes de Pyongyang à Moscou pour sa guerre en Ukraine, mais a évoqué la possibilité d'exercices militaires conjoints. « Non, nous ne pouvons pas (confirmer), nous n'avons rien à dire sur ce sujet », a déclaré à la presse le Porteparole du Kremlin Dmitri Peskov à propos de ces affirmations. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a par ailleurs annoncé que les deux pays discutaient de la possibilité d'organiser des exercices militaires conjoints. Lundi, la Maison Blanche a affirmé que Kim Jong Un avait l'intention de se rendre en Russie pour discuter de ventes d'armes. Elle a également dénoncé la visite fin juillet de M. Choïgou en Corée du Nord, où il a assisté à un défilé militaire aux côtés de Kim Jong Un, pour « tenter de convaincre Pyongyang de vendre à la Russie des munitions d'artillerie ». ■

MONUSCO La RDC veut accélérer le retrait

Le gouvernement de la République démocratique du Congo veut obtenir rapidement le retrait anticipé de la Mission de l'ONU sur son territoire. Dans une correspondance datée du 1er septembre, le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, a saisi le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU pour réitérer l'option du gouvernement congolais d'accélérer et d'avancer à fin 2023 le retrait « échelonné, responsable et durable » de la MONUSCO, annoncé depuis 2018 dans la résolution du 27 mars 2018 et dont le plan de transition a été adopté dans le 20 décembre 2021. Le ministre assure qu'en 14 ans de présence en RDC, le bilan de la MONUSCO est « mitigé et

son efficacité de plus en plus mise en cause », malgré son apport aux forces armées congolaises (FARDC) et à la police nationale congolaise. La mission est très contestée, notamment dans le Nord-Kivu et l'Ituri. En juin-juillet 2022, de violentes manifestations à Goma, Beni, Butembo et Kasindi exigeant le départ de la MONUSCO avaient causé la mort de 30 civils et de 5 Casques bleus. Le 31 août, une manifestation anti-MONUSCO a été réprimée dans le sang à Goma, capitale du Nord-Kivu. Au moins 43 civils, tous membres de la secte mystico-religieuse « Foi naturelle judaïque messianique pour les Nations (FNJMN) Agano La Uwezo Wa Neno (Wazalendo) » ont été tués. ■

SALIF KEITA N'EST PLUS : L'INDOMPTABLE DOMPTÉ PAR LA MORT

« O jovem preto é um tecnico prodigioso » (En portugais brésilien, « le jeune Noir est un technicien prodigieux »), s'est écrié au sujet de Salif Keita, le Roi des rois du football, Edson Arantes do Nascimento dit Pelé, à l'issue d'un match de gala ayant opposé le Santos Futebol Clube (de l'État de São Paulo) de Pelé à une entente Saint-Étienne - Olympique de Marseille, le 31 mars 1971 au stade Yves-du-Manoir de Colombes (Banlieue de Paris), rencontre organisée au profit de l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer. Ce jour-là, les observateurs affirmèrent que le jeune malien de 25 ans a volé la vedette à Pelé en réalisant un match d'anthologie. Salif était alors au summum de sa carrière de footballeur. Un an auparavant, il venait d'obtenir le 1er Ballon d'or africain, variante du Ballon d'or de l'hebdomadaire français France Football, destiné à consacrer le meilleur joueur en Europe jusqu'en 2007, date à partir de laquelle le Ballon d'or récompense

pensera le meilleur joueur au monde, sans distinction de championnat ni de nationalité. Pour mémoire, George Weah, actuel Président du Liberia, demeure le seul africain à avoir obtenu le Ballon d'or, en 1995. La saison 1970-1971 est considérée comme étant l'âge d'or du jeune prodige malien, avec 42 buts inscrits, derrière Josip Skoblar (Olympique de Marseille OM), footballeur croate et international yougoslave détenteur du record inégalé de buts marqués en une saison en France avec 44 réalisations. D'autres sommités ont magnifié le talent hors du commun du plus célèbre footballeur du Mali à ce jour.

L'un des plus grands connaisseurs, Mawade Wade, « Ma » pour le monde du football sénégalais, entraîneur aux idées d'avant-garde dans les années 1960, partisan d'un jeu offensif et créatif, esprit lucide et courageux, militant panafricain actif, était fasciné par la pureté de la technique de Salif. Il disait qu'il était, avec Pelé, le seul capable d'une double tentative en l'air, prouesse qui il-

lustre merveilleusement la souplesse féline du prodige de Wolofobugu. « Si Salif était brésilien, il aurait été l'égal de Pelé » maintenait mordicus son emblématique entraîneur de Saint-Étienne, Albert Batteux !

Allure féline ! Tant et si bien qu'à Saint-Étienne, à cause de sa gestuelle digne des virtuoses de la chorégraphie, sa conduite de la balle, attachée à ses pieds par un fil invisible, ses dribbles, arabesques inimitables tout en chatolements, sa vitesse fulgurante, sa précision de tireur d'élite, aussi bien dans les passes décisives que pour affoler les meilleurs gardiens de but, on l'appela « La Panthère noire », appellation qui finit par convaincre les dirigeants de l'Association sportive de Saint-Étienne (ASSE) d'en faire l'emblème de leur club. La classe éclaboussante de Salif faisait l'unanimité. En 1996, il reçoit l'Ordre du Mérite de la FIFA, la plus haute récompense de cette organisation. Il reste à ce jour le seul joueur africain à avoir reçu un tel hommage. En dehors des coupes nationales glanées au Mali et en Europe (France, Espagne, Portugal), Salif n'a pas eu la chance de soulever d'autres trophées de renommée internationale ! Et alors ! Cela ne saurait suffire à oblitérer l'immensité de son génie, qui le place au niveau des plus grandes gloires du football international comme Pelé du Brésil, Johan Cruyff des Pays-Bas, Eusébio da Silva Ferreira, Portugais d'origine mozambicaine, Diego Maradona d'Argentine et bien d'autres.

Avec ses petits yeux enfouis dans leurs orbites et sa silhouette fluette, qui a fini par être trahie par le poids des ans, Salif avait un regard dérobé. D'aucuns seraient tentés de le trouver timide ! Certes ! L'homme n'était pas exubérant. Son instinct de protection donnait l'impression qu'il scrutait sans cesse le sol, évitant ostensiblement les regards. D'une sensibilité à fleur de peau, il fuyait les contacts encombrants et apparaissait comme un écorché vif. Réservé, toujours sur ses gardes, il semblait en permanence, à tort ou à raison, s'attendre à être agressé. Il avait peur de prendre des coups, qui sont souvent la rançon du succès. Et il en prenait quand même. Mais comment être au sommet et prétendre échapper à l'envie, voire à la jalousie, de quelques malintentionnés d'ici et d'ailleurs ? Certains n'hésitaient pas à le qualifier imprudemment de sournois. Et pourtant, quelle délicatesse, quelle chaleur humaine quand il acceptait de se laisser apprivoiser ! Un vrai boute-en-



DIOMANSI BOMBOTÉ

train, au sourire soyeux, un sourire qui pouvait se transformer soudain en un éclat de rire puisé du fond de la gorge. Salif était l'illustration de la nonchalance. Quel tricheur lors des séances d'entraînement ! Les bras ballants, maugréant sans cesse du haut de son 1,76 m, il paraissait s'ennuyer, accablé par les exigences imposées par la préparation physique du sport de haut niveau. « Personnellement », confiait-il volontiers, « je n'ai jamais aimé les entraînements ». Mais une fois sur le terrain, émoustillé, comme s'échappant d'une hibernation cryogénique, il devenait impossible de l'arrêter. Salif avait pour le Mali un attachement obsessionnel. Son intime, fidèle parmi ses plus fidèles amis, Karim Balo, confesse que lorsque la nouvelle de l'arrivée en janvier 2013 des djihadistes à Konna, dans la région de Mopti, a commencé à se répandre, Salif était soudain si ulcéré qu'il ne pouvait pas retenir ses larmes. Cet amateur de tô et surtout de sauce d'arachide, en bon Malinké, respirait le Mali par ses pores. Toutefois, il n'a jamais cherché à descendre dans l'arène politique. « Je suis très politique », disait-il en 2005, « mais je n'en fais pas » (Tiré du quotidien sportif français l'Équipe du 3 mars). Cela ne l'empêchera pas d'être ministre délégué auprès de son ami, Zoumana Sacko, Premier ministre de la Transition version ATT, en 1991. Affable et respectueux des autres, Salif détestait la violence, dans la vie courante et sur le terrain, qu'elle soit exercée sur lui et sur ses partenaires ou sur ses adversaires. De même, l'homme n'affectionnait pas les pratiques occultes. Il lui arrivait d'éviter de serrer les mains par crainte qu'on ne lui jette un mauvais sort. Que serait Salif sans son génie protecteur Ousmane Traoré, dit « Ousmane-bléni », un magicien dans le maniement du ballon qui l'a toujours couvé sur le terrain en lui servant des passes-caviar décisives ? Salif a été élu à 16 ans sa toute première sélection nationale, en novembre 1963 lors des Jeux des nouvelles émergentes, Games of the Emerging Forces ou New Forces (GANEF), une compétition multisports calquée sur le modèle des Jeux Olympiques destinée aux « Nations émergentes » à l'inspiration du Président Soekarno, premier Président de la République d'Indonésie, figure de proue du mouvement des Non-alignés. Lors de la rencontre avec le pays-hôte au stade de Jakarta, au sortir des vestiaires, devant la clameur de près de 90 000 spectateurs surexcités, on raconte que Salif fit quelques pas en arrière, comme pour s'échapper. Ousmane Traoré (28 ans), d'un geste autoritaire, lui intima l'ordre d'avancer. Les deux avaient des destins liés au Real de Bamako. En plus de Salif, les dirigeants de l'ASSE voulaient également Ousmane Traoré qui, estimant qu'il était « vieux », déclina l'offre. Salif n'aimait pas perdre. À la finale de la première Coupe des pionniers, son équipe de Wolofobugu fut battue in extremis 1-0 (Un pénalty) par Bagadadji. Il faudra toute l'ingéniosité d'un responsable politique pour que Salif accepte tellement il était effondré. Pour Gaoussou Keita, son frère de deux ans de plus, entre autres traits dominants de Bafoufou, sobriquet pour Basalifou donné par la tante maternelle Founé Traoré, son aversion pour le mensonge, synonyme pour lui de trahison.

Salif a toujours joui d'une grande popularité, non seulement au Mali mais bien au-delà des frontières nationales. Il y a plusieurs années, le Burkina fit frapper un timbre postal à son effigie. À Cergy Pontoise, dans le nord-ouest de la région Île-de-France, et à Saint-Étienne, deux stades lui sont dédiés. Il va sans dire que Salif Keita, parti désormais jouer avec les étoiles, sera immortalisé par la Nation reconnaissante. « Fleur-tou » à Wolofobugu, à peine quelques centaines de mètres carrés au milieu d'une trentaine d'arbres, berça les premiers pas surdoués, rait

Salif a toujours joui d'une grande popularité, non seulement au Mali mais bien au-delà des frontières nationales. Il y a plusieurs années, le Burkina fit frapper un timbre postal à son effigie. À Cergy Pontoise, dans le nord-ouest de la région Île-de-France, et à Saint-Étienne, deux stades lui sont dédiés. Il va sans dire que Salif Keita, parti désormais jouer avec les étoiles, sera immortalisé par la Nation reconnaissante. « Fleur-tou » à Wolofobugu, à peine quelques centaines de mètres carrés au milieu d'une trentaine d'arbres, berça les premiers pas surdoués, rait



QUELQUES DATES MARQUANTES DE LA VIE DE SALIF KEITA « DOMINGO »

Parcours

- Naissance le 12 décembre 1946 à Bamako
- Décédé le 02 septembre 2023 à 76 ans à Bamako
- 1962 – 1964 : Pionnier de Wolofobugu
- 1964 – 1967 : Association sportive du Real
- 1967 – 1972 : Association sportive Saint-Étienne (ASSE)
- 1972 – 1973 : Olympique de Marseille (OM)
- 1973 – 1976 : Valence Club de Fútbol
- 1976 – 1979 : Sporting Portugal (Lisbonne)
- 1979 – 1980 : New England Tea Men / Washington

Palmarès

En club

- Finaliste de la Ligue des champions de la CAF avec le Stade malien : 1964
- Triple vainqueur de la Coupe du Mali avec l'AS Réal de Bamako : 1964, 1966, 1967
- Finaliste de la Ligue des champions de la CAF avec l'AS Réal de Bamako : 1966
- Triple champion de France avec l'AS Saint-Étienne : 1968, 1969, 1970
- Vainqueur de la Coupe de France : 1968, 1970
- Triple vainqueur du Trophée des champions avec l'AS Saint-Étienne : 1967, 1968 et 1969
- Vainqueur de la Coupe du Portugal avec le Sporting Lisbonne : 1978
- Vice-champion du Portugal avec le Sporting Lisbonne : 1977

En sélection malienne

- Finaliste des Jeux africains 1965
- Finaliste de la Coupe d'Afrique des nations de football 1972

Distinctions personnelles

- Ballon d'or africain 1970
- Soulier d'Argent Européen 1972.
- Meilleur joueur étranger du championnat de France : 1968
- Record de buts en une seule rencontre de Ligue 1 (6 buts)

Nous sommes la banque des PME

Ici à Bamako, comme partout en Afrique, les PME imaginent, construisent et font fonctionner les villes. Les PME sont au cœur de nos économies. BANK OF AFRICA les soutient et les accompagne, partout et tout le temps.

Des produits
sur mesure

770
milliards F CFA*
de prêts disponibles

25**
espaces
dédiés

Offre
BUSINESS

www.boamali.com



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

